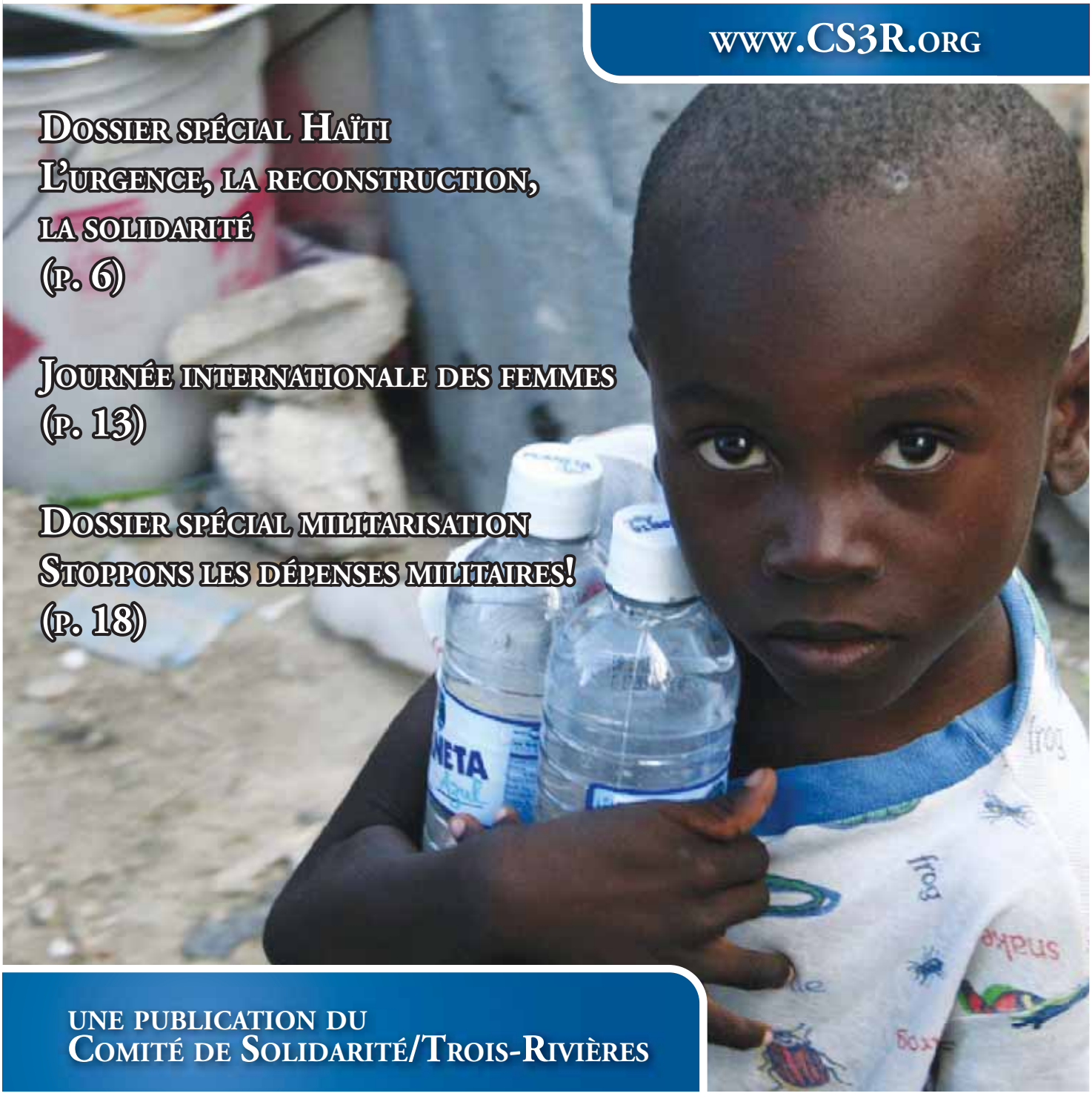
LE POINT

Volume 29 N° 1 Mars 2010

www.CS3R.org



Dossier spécial Haïti
L'urgence, la reconstruction, la solidarité
(p. 6)

Journée internationale des femmes
(p. 13)

Dossier spécial militarisation
Stoppons les dépenses militaires!
(p. 18)

une publication du
Comité de Solidarité/Trois-Rivières

Sommaire

Éditorial 2
Brian Barton

Le monde – Nouvelles brèves 3

Jeux Olympiques de Vancouver 4
Place de choix pour les autochtones
Claude Lacaille

Hommage à Magalie Marcelin 6
Claude Lacaille

Haïti : la solidarité ponctuelle.....7
Daniel Landry

Haïti - Le défi de la société civile..... 8
Annie Lafontaine

Une reconstruction avec et pour Haïti...9
Collectif d'auteurs

Le point sur l'appropriation du discours scientifique 12
Mario Lemelin

Solidaires en mouvement!.....13
Comité Femmes et développement

Coopération – Bolivie 14
Élisabeth Cloutier

Le Québec à l'ère du compost 15
Le Réseau In-Terre-Actif

Crise réelle; reprise illusoire?.....16
Jules Bergeron

Stratégie militaire des États-Unis pour les Amériques 18
Claude Lacaille

Le plus gros budget militaire depuis la seconde guerre mondiale 20

Chronique culturelle 22

Nouvelles en vrac.....23

Stoppons les dépenses militaires.com..24

Agence canadienne de développement international | Canadian International Development Agency | Relations internationales Québec

COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

Le Point est publié trois fois par année par le **Comité de Solidarité/Trois-Rivières : 942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6**
Tél. : (819) 373-2598 Téléc. : (819) 373-7892
www.cs3r.org comitedesolidarite@cs3r.org

Nous remercions toutes les personnes
qui ont contribué à la production de ce numéro.
Conception graphique et mise en page :
Jonathan Rivard - Impression : www.imprimage.ca
Tirage : 1 700 copies - Imprimé sur papier recyclé
Envoi de publication : enregistrement nº 488 151 / ISSN : 0828-7910

ÉDITORIAL

Brian Barton

OTTAWA MENACE LES ONG

Le Canada se vante depuis longtemps de la vigueur des organisations de la société civile. Elles constituent une des assises solides de la vie démocratique en représentant les intérêts d'importants secteurs de la population. Même si ces organisations reçoivent des subventions du gouvernement pour réaliser certaines activités ou certains projets, elles n'ont jamais accepté que ces appuis financiers soient liés à l'acceptation des politiques du parti au pouvoir. Car de telles contributions sont payées par toute la population; les organisations qui les reçoivent poursuivent des objectifs reconnus comme valables; chaque programme ou projet doit satisfaire à des critères stricts. Malheureusement, le gouvernement Harper, comme dans d'autres domaines, a décidé de rompre avec cette tradition. Il a commencé avec une attaque contre certaines organisations de la coopération internationale qui ne s'alignent pas sur la politique conservatrice de soutien inconditionnel au gouvernement d'Israël.

Ainsi, le 30 novembre 2009, l'organisation œcuménique Kairos a été informée que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) cessait toute subvention, après 35 ans d'appui. Kairos, dont le siège se trouve à Toronto, regroupe 11 églises et organisations religieuses et aide des organisations dans les pays du Sud qui défendent les droits humains, la justice économique et sociale. M. Jason Kenney, ministre fédéral de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, a accusé Kairos d'être « antisémite », accusation basée sur de fausses informations.

Cette attitude hystérique qui qualifie tout soutien aux Palestiniens comme « antisémite » s'est poursuivie. Le journal National Post *a annoncé que la prochaine organisation dans la ligne de mire du gouvernement serait Alternatives, dont le siège est à Montréal. Alternatives a effectivement mené une lutte très engagée en faveur des droits des Palestiniens et pour l'établissement d'un État palestinien (ce qui est toujours la politique officielle du Canada!). Dans le même sens, on assiste à une attaque du gouvernement fédéral contre l'organisation Droits et démocratie, dont le président a été jugé trop critique envers Israël. Droits et démocratie n'est pas une ONG dans le sens habituel, car elle a été créée par le Parlement canadien en 1988 comme un organisme non partisan, avec pour mission l'appui aux droits de la personne et la promotion de la démocratie dans le monde. Elle est financée par Ottawa, qui nomme aussi la plupart des membres de son conseil d'administration. Cependant, elle jouit d'une solide réputation pour ses prises de décision sérieuses et indépendantes. En 2009, M. Harper a nommé trois nouveaux membres au conseil d'administration. Ces derniers ont accusé le président, M. Rémy Beauregard, d'antisémitisme. Monsieur Beauregard est mort d'une crise cardiaque après une réunion particulièrement tendue du conseil d'administration. Pas étonnant que – selon Radio-Canada, le lundi 1er février – des journalistes aient demandé au ministre fédéral de l'Immigration, Jason Kenney, si des organisations subventionnées par Ottawa devaient adhérer à une idéologie particulière en ce qui concerne Israël!*

Lors de la catastrophe en Haïti, tout le monde s'est rendu compte de la valeur des ONG canadiennes. Mais ces organisations, telles qu'Alternatives, ne s'occupent pas seulement des crises humanitaires. Elles essaient aussi – et surtout – d'aider les populations des pays pauvres à s'organiser afin d'améliorer leurs conditions de vie et aussi de construire des États solides. Le CS/TR proteste avec véhémence contre ces tentatives fédérales pour museler les voix de la société civile, car il est évident que cette attitude du gouvernement n'affecte pas que les organisations mentionnées, mais vise à intimider toutes les ONG semblables.

Brian Barton

Visitez ***http://soutenez.alternatives.ca*** *et* ***www.kairoscanada.org*** *pour des informations et des pistes d'action.*

LA DÉMOCRATIE

En péril au Canada

En prorogeant le parlement le 28 janvier dernier, le premier ministre Stephen Harper empêche la démocratie canadienne de fonctionner. Cela a pour conséquence de museler, avec empressement, les députés conservateurs, leur évitant ainsi d'avoir à répondre à des questions embrassantes, notamment au sujet des prisonniers possiblement torturés par l'armée afghane, prisonniers livrés par les soldats canadiens.

… et aussi aux États-Unis!

En janvier dernier, la Cour suprême des États-Unis a statué, à 5 juges contre 4, que les « intérêts privés » avaient le droit de dépenser autant d'argent qu'ils le souhaitaient pour influencer les résultats d'élections. Les cinq juges conservateurs de la Cour suprême ont invalidé au nom du droit à la liberté d'expression, la loi qui imposait des limites à ce type de financement. Rien n'interdira dorénavant qu'une compagnie installée aux États-Unis (même contrôlée de l'étranger), ou encore un lobby religieux, ne consacre des millions pour faire la promotion d'un candidat qui servira mieux leurs intérêts financiers ou idéologiques.

LES ÉLECTIONS

La droite est de retour au Chili…

Sebastian Piñera

Le 17 janvier 2010, les électeurs chiliens ont élu, au deuxième tour, le candidat de la droite et multimillionnaire Sebastian Piñera pour succéder à la présidente Michelle Bachelet, qui dirigeait une coalition de gauche. Il s'agit d'une première victoire de la droite depuis 20 ans, dans ce pays dirigé par la dictature militaire d'Augusto Pinochet de 1973 à 1989. De nombreux défis attendent Piñera, notamment à la suite du séisme de magnitude 8,8 qui a frappé le pays le 27 février dernier.

… mais le Costa-Rica élit une femme!

Le 7 février dernier, le Costa-Rica a élu pour la première fois de son histoire une femme à la présidence du pays. Laura Chinchilla, candidate de la gauche, succède ainsi à Oscar Arias à la tête de ce pays d'Amérique centrale.

Laura Chinchilla

Quelques chiffres

256 %

C'est l'augmentation des revenus des 1 % d'étatsuniens les plus riches entre 1979 et 2006. À l'autre bout du spectre, les 20 % les plus pauvres ont vu leurs revenus faire un « bond » modeste de 11 % durant la même période.
(Source : Alternatives économiques, Les chiffres de l'économie 2010, 4e trimestre 2009)

1 464 milliards $

Ce sont les dépenses militaires mondiales pour l'année 2008. Rappelons que le budget militaire canadien pour 2009-2010 est de 21,2 milliards $, soit 40 000 $ à chaque minute ou encore 1,8 milliard $ par mois.
(Source : www.policyalternatives.ca, www.sipri.org)

Une première dans l'histoire du Canada

Une place de choix pour les autochtones dans le déroulement des Jeux de Vancouver

Les peuples des Premières nations : utilisés pour rehausser l'image du Canada; ignorés dans la réalité.

Claude Lacaille

Le Comité olympique de Vancouver (COVAN) a fait des efforts sans précédent pour engager les Premières nations Squamish, Lil'wat, Musqueam et Tsleil-Waluth dans l'organisation des Jeux d'hiver. Les sites choisis étant des territoires autochtones, le comité organisateur a accepté de former un partenariat avec ces quatre nations de la Colombie-Britannique. Les cérémonies d'ouverture ont fait une large place aux Premières nations dont les dirigeants se tenaient à la tribune aux côtés de la gouverneure générale du Canada, du Comité international olympique et de la COVAN. Le chef de l'Assemblée des Premières nations, Shawn Atleo, a fait remarquer que les autochtones ont repris symboliquement la place qui leur revenait au Canada en reconnaissant les chefs des Premières nations comme des chefs d'État au vu et su de la population mondiale.

Au plan économique, ces Premières nations se sont vues octroyer quelque 17 millions de dollars en échange de leur appui et surtout, un pouvoir de décision au conseil d'administration du comité organisateur. Les retombées économiques des Jeux sont évaluées à quelque 150 millions de dollars pour les Premières nations. Une centaine d'entreprises autochtones ont été impliquées et un millier de jeunes des Premières nations ont été embauchés. Mais surtout, les Jeux d'hiver ont été l'occasion de rendre enfin visibles les Premières nations aux yeux du monde. Pour des jeunes de communautés isolées et marginalisées, l'évènement, relayé dix heures par jour dans différentes langues autochtones à travers le Canada par la chaîne APTN, a pu donner un sentiment d'appartenance et de fierté.

L'argent n'achète pas la dignité

Malgré des avancées engendrées par la venue des olympiades, Vancouver reste un foyer d'extrême pauvreté et connaît la plus grande crise d'itinérance en Amérique du Nord. Les autochtones forment 30 % de cette population sans abri, alors qu'ils ne forment que 2 % de la population de la province. Pour rendre la ville plus attrayante, Vancouver a criminalisé le fait de mendier,

de dormir dehors et a adopté des mesures de répression pour se débarrasser des indésirables. Un véritable nettoyage social a été entrepris durant les dernières années.

Cependant, cette visibilité donnée aux autochtones a été une occasion unique de dénoncer la situation coloniale dans laquelle ils se trouvent. Profitant de la présence de 10 000 journalistes étrangers, le chef de la nation squamish, Bill Williams, n'a pas hésité à dénoncer le peu de soutien des gouvernements provincial et fédéral envers les Premières nations. Car la situation des autochtones au Canada est inacceptable.

Shawn Atleo

Le grand chef Shawn Atleo a rappelé au premier ministre Harper qu'il ne suffisait pas de faire des excuses pour les pensionnats, mais qu'il fallait aussi investir en éducation. « L'éducation fut un instrument pour nous éliminer dans le passé, mais elle pourrait devenir le moyen de nous libérer de la pauvreté et du désespoir ». Quarante-huit communautés sont sans école et 28 écoles sont dans un état lamentable. Seulement 8 % des autochtones ont complété leur secondaire et ce pourcentage se réduit à 4 % sur les réserves. Monsieur Atleo a pour objectif de permettre à 65 000 autochtones de terminer leurs études postsecondaires dans les cinq prochaines années. « Le prochain budget fédéral devrait le prévoir », affirme-t-il.

Le Canada est toujours un pays colonialiste

Au sommet du G20, le 25 septembre 2009, à Pittsburgh, le premier ministre Stephen Harper déclarait en conférence de presse : « En plus, nous n'avons pas d'histoire de colonialisme. Alors, nous avons toutes les choses que les gens admirent à propos des grandes puissances, mais aucune de celles qui les menacent ou les excèdent. »

Pourtant, les effets du colonialisme crèvent les yeux. C'est ce qui a donné lieu aux pensionnats autochtones dans un but d'assimilation; à la loi sur les Indiens qui mit de côté les formes traditionnelles de gouvernance; au vol des terres et à la relocalisation forcée des communautés; à la criminalisation et la suppression des langues et des cultures; au sous-financement chronique des communautés et des programmes gouvernementaux et enfin au refus de signer la Déclaration sur les droits des peuples autochtones des Nations Unies qui reconnaît leur droit à l'auto-détermination. Seuls le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont refusé de la signer, contre 143 nations qui ont voté pour son adoption.

Sur la scène internationale, le Canada a été durement critiqué pour le traitement fait aux peuples autochtones et son manque de respect des droits aborigènes et des traités. La Proclamation royale de 1763 spécifiait que les Premiers peuples et les nouveaux arrivants vivraient en partenariat égalitaire. Soi-disant pour protéger les populations autochtones, la loi sur les Indiens a morcelé cette population en 633 nations et divisé les « Indiens » en 28 catégories. De plus, le Fédéral considère que sa responsabilité se limite aux populations vivant dans des réserves, lesquelles représentent à peine 20 % du 1,4 million de personnes qui se définissent comme autochtones. Tout ceci ne s'appelle-t-il pas du colonialisme?

Nous exigeons donc que le gouvernement fédéral mette fin à son isolement international en signant la Déclaration sur les droits des peuples autochtones des Nations Unies, votée par l'Assemblée générale de l'ONU le 13 septembre 2007 et en se conformant aux recommandations du Conseil des droits de la personne de l'ONU, qui a constaté le non respect par le Canada des droits politiques, économiques et sociaux d'une partie de la population.

Haïti va s'en sortir

Un hommage à Magalie Marcelin

Magalie Marcelin, un des piliers de la lutte pour le respect des droits des femmes en Haïti

Claude Lacaille

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières pleure la mort d'une grande amie et de l'une des collaboratrices de la première heure de notre partenariat avec les organisations haïtiennes; Magalie Marcelin. Nous offrons nos plus sincères condoléances à la famille de Magalie, à ses proches, ainsi qu'à toute l'équipe de Kay Fanm. Nos pensées et notre solidarité les accompagnent.

Magalie Marcelin a trouvé la mort dans le séisme qui a secoué Port-au-Prince. Exilée à Caracas sous le régime Duvalier dans les années 80, elle obtenait par la suite un doctorat en droit à l'Université du Québec à Montréal. Après la chute du dictateur en 1986, elle retournait se mettre au service de la cause des femmes haïtiennes. Elle fonde alors Kay Fanm (« la maison des femmes ») pour la défense des droits des femmes victimes de violence.

C'est une maison refuge où les femmes violentées peuvent être accueillies pour un court séjour. Magalie les écoute et prend leur défense juridique. Avec son aide, les femmes dénoncent leur agresseur qui est poursuivi en cour. Par ses plaidoyers, elle réussira à faire criminaliser la violence faite aux femmes jusque-là banalisée. Militante, son action est de tous les niveaux. Elle accompagne personnellement les femmes et les défend au tribunal, rédige des projets de loi qui seront approuvés au parlement, soutient les travailleuses du secteur populaire. Son dernier projet de loi voulait qu'on autorise Kay Fanm à représenter les jeunes filles de moins de 18 ans victimes de viol qu'elle héberge dans la maison REVIV (« revivre »).

« Une toute petite femme avec une grosse voix grave, qui parlait lentement et avec conviction. Mais quand elle s'enflammait, c'était une véritable bombe qui secouait l'auditoire et soulevait l'adhésion des gens. Une femme de feu », me confie Annie, une militante du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, partenaire de Kay Fanm.

Haïti s'en sortira. « Pitit sé richès maléré » dit avec aplomb le proverbe : les enfants sont la richesse du pauvre. Des Magalie Marcelin, il y en a des milliers dans ce petit pays. Des femmes et des hommes qui luttent au quotidien, aux côtés des paysans et des paysannes de l'arrière-pays, qui alphabétisent, mettent sur pied des médias alternatifs, travaillent à améliorer le sort de la petite paysannerie, à reboiser les mornes. Ce sont des géantes et des géants de la solidarité. Ensemble, ils sont invincibles. C'est sur de telles personnes que l'on doit compter pour la reconstruction.

Magalie vit pour toujours!

Haïti : la solidarité ponctuelle

Daniel Landry
Paru dans Le Devoir le 15 janvier 2010

Le 12 janvier dernier, un tremblement de terre de magnitude 7 à l'échelle de Richter a frappé Haïti. Non seulement il s'agit du plus gros séisme ayant touché le pays en deux siècles, mais il en a frappé le cœur, soit Port-au-Prince, la capitale de plus d'un million d'habitants. Les conséquences d'un tel événement sont immenses : décès par centaines, disparitions, désorganisation politique et désorganisation des secours, risques d'épidémies et de flambée de la violence. Pour Haïti, en plus des inégalités économiques énormes, des crises politiques importantes ainsi que des catastrophes naturelles des dernières années (juste à penser au cyclone Jeanne et aux inondations qui s'en suivirent dans les Gonaïves en septembre 2004), s'ajoute cette nouvelle crise d'une brutalité inouïe.

Évidemment, dans un tel contexte, plusieurs médias tirent avantage du drame par la réalisation de reportages sensationnalistes, tributaires d'un voyeurisme malsain et dégoutant. Mais plutôt que d'ajouter du cynisme au drame, attardons-nous à l'exceptionnel élan de générosité des gouvernements et des populations. En quelques heures seulement, les secours s'organisent et des campagnes majeures de collecte de fonds se mettent en place.

De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) comme Oxfam ou la Croix-Rouge (sans oublier le travail du CECI) travaillent ardemment pour aider les Haïtiens à se relever de ce nouveau choc. La tâche s'avère gargantuesque, mais la volonté politique et populaire semble au rendez-vous. Il n'y a qu'à penser à la sensibilité québécoise qui est particulièrement remarquable, compte tenu de la présence importante d'une communauté haïtienne en son sein (environ 130 000 habitants).

Un tel déploiement d'efforts rappelle celui qui a suivi le tsunami sur les côtes de l'Océan Indien, le 26 décembre 2004. À ce moment, 13,5 milliards de dollars avaient été amassés, soit l'équivalent de 7 100 dollars par personne touchée par la catastrophe. Comment pourrait-on parler d'apathie populaire après cela?

Des manifestations solidaires d'une ampleur aussi importante ne peuvent faire autrement que nous réconcilier avec les actions de nos gouvernements et de nos concitoyens.

A contrario, ces événements nous poussent toutefois à nous questionner sur la régularité de notre générosité. Faut-il une catastrophe pour faire réagir les plus fortunés? Depuis 1961, les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont fixé une cible pour l'aide internationale qui devrait atteindre 0,7 % de leur produit intérieur brut (PIB). Or, le Canada est encore bien loin de l'atteinte de cet objectif avec environ 0,3 % de son PIB qu'il consacre à cette aide. Il semble pourtant évident que si les dépenses de guerre en Afghanistan étaient consacrées à l'aide au développement, cette cible serait facilement atteinte. Mais cela est une autre question diront certains.

L'exemple haïtien offre une démonstration éloquente des importants moyens (humains, financiers et techniques) que la communauté internationale peut mettre en place en peu de temps. À travers ces circonstances tragiques, il est impératif de questionner l'absurdité de la situation : des stratégies pour réduire les inégalités existent, mais ne sont déployées que de manière ponctuelle, dans des circonstances extrêmes et tragiques. À partir des événements des derniers jours en Haïti, souhaitons que nous puissions passer d'une solidarité ponctuelle à une solidarité durable et organisée.

Le défi de la société civile

Kay Fanm et IRATAM au cœur de la reconstruction

Annie Lafontaine

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS/TR) travaille en partenariat depuis plus de 15 ans avec l'organisation Kay Fanm, et plus récemment avec l'organisation IRATAM, dont les locaux sont situés à Port-au-Prince. Le tremblement de terre du 12 janvier dernier, qui a dévasté Port-au-Prince et fragilisé tout le pays, a causé une destruction sans précédent qui a grandement déstabilisé nos partenaires. Ces organisations ont malgré tout manifesté un courage exemplaire et participé à l'importante solidarité locale qui s'est organisée pour assurer les secours d'urgence.

Dans les dernières années, nos partenaires ont fait un travail remarquable pour l'avancement démocratique du pays, la promotion des droits et la justice sociale. Ces organisations devront redoubler d'efforts pour poursuivre leur travail, d'autant plus que le pays se trouvait déjà dans une situation de grande vulnérabilité politique, économique et environnementale.

Le mouvement des femmes haïtiennes a été très touché par le séisme, surtout en termes de pertes en vie humaine. De grandes figures féministes, dont Myriam Merlet, d'EnfoFanm, et Magalie Marcelin, de Kay Fanm, y ont perdu la vie. Malgré la souffrance, la tristesse et l'insécurité qui perdure, l'équipe de Kay Fanm tente de poursuivre son travail. Kay Fanm (la maison des femmes) est une organisation haïtienne de promotion et de défense des droits des femmes qui a été fondée en 1984. L'organisation articule son travail autour de la condition féminine et des situations socioéconomiques des femmes. Kay Fanm intervient dans les cinq domaines suivants : encadrement et réhabilitation des femmes et des filles violentées; promotion des droits des femmes; démocratie et droits des femmes; formation et activités génératrices de revenus.

Le séisme n'a pas mis un terme aux actes de violence envers les femmes et les filles. Selon les informations émanant de différentes sources crédibles, incluant les organisations de défense des droits de la personne, les agressions sexuelles – notamment le viol et les tentatives de viol – sont observées depuis le séisme, en particulier dans les camps de fortune; tant dans les camps organisés par des institutions, que ceux spontanément constitués par les populations. D'où la grande nécessité de mettre en place des mesures de protection spéciales pour les populations vulnérables d'Haïti, dont les femmes et les fillettes qui seront exposées à la violence sexuelle, entre autres.

Pour IRATAM, une organisation partenaire du CS/TR qui offre de l'appui technique à la production agricole et qui travaille à la souveraineté alimentaire de la population, les défis sont énormes. La population de Port-au-Prince fuit la ville pour regagner la campagne. L'accueil de ces milliers de personnes pose de grands problèmes pour répondre aux besoins les plus élémentaires; eau, alimentation, hébergement.

Le CS/TR encourage toutes les initiatives qui s'inscrivent dans une démarche de soutien à long terme. D'abord, pour faire face aux défis à relever dans les prochains mois, afin de nourrir et d'abriter les gens, puis de leur apporter les soins médicaux essentiels; mais ensuite pour que le peuple haïtien puisse vivre enfin dans la dignité et pour que les organisations de la société civile haïtienne puissent jouer le rôle essentiel qui leur revient. Cela va prendre des années d'appui économique et politique.

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières continue de recueillir les dons pour Haïti, afin d'appuyer les efforts de reconstruction de ses partenaires Kay Fanm et IRATAM. Les gens peuvent envoyer leur chèque libellé à l'ordre de :

CSTM/Fonds de charité
(Inscrire « ***Solidarité Haïti*** » sur le chèque)
Comité de Solidarité/Trois-Rivières
942, rue Ste-Geneviève
Trois-Rivières, QC
G9A 3X6

Mèsi anpil !
(Merci beaucoup)

Une reconstruction avec et pour Haïti

Par un collectif d'auteurs haïtiens et québécois

Paru dans Le Devoir, le 30 janvier 2010

Haïti, à la suite du séisme du 12 janvier dernier, les destructions matérielles et immatérielles sont à peine mesurables. [...] Pis encore, le fonctionnement constitutionnel du gouvernement est en partie enrayé : les élections de février 2010 pour le renouvellement au complet de la Chambre des députés et du tiers du Sénat ne sont plus possibles, le mandat du président prend fin en 2010. Désormais, le gouvernement ne pourra opérer qu'à l'intérieur d'un cadre extraordinaire d'arrangement politique, en dehors de l'ordre constitutionnel ordinaire, en attendant que des élections redeviennent possibles. Ce qui ne le sera vraisemblablement pas en 2010. À la fin de l'année 2010, c'est le vide politique.

Au-delà des pertes humaines et matérielles, c'est la continuité et la légitimité du gouvernement, la souveraineté de l'État et l'avenir indépendant d'Haïti qui semblent s'être momentanément en partie effondrés.

C'est tout cela qu'il faudra reconstruire : des communautés locales et une nation intégrative, des réseaux de communication sociale et des centres de culture, des institutions politiques et la souveraineté fragilisée de l'État, en plus des infrastructures et structures. Bref, reconstruction s'entend construction d'une autre société. Qui peut construire cette société nouvelle et a la légitimité pour le faire? Évidemment, le peuple haïtien unifié, soutenu par la solidarité internationale.

Principes et orientations

- **DEVOIR** de la solidarité internationale pour la reconstruction, fondé sur le principe de la fraternité universelle et l'éthique de conviction que rien de ce qui est humain ne peut être étranger à un être humain;

- **DROIT** du peuple haïtien de définir en toute indépendance la politique de reconstruction, par l'intermédiaire de ses représentants politiques légitimes et de ses institutions et organisations sociales représentatives;

- **OBLIGATION** pratique de la cogestion dans la mise en oeuvre de la politique de reconstruction, en raison du rôle de coproducteur que doivent jouer les autorités nationales et les délégations internationales;

- **NÉCESSITÉ** d'adopter une démarche inclusive, capable de réunir et de mobiliser toutes les catégories et tous les groupes sociaux, tous les groupes d'intérêts, selon la devise « L'union fait la force »;

- **IMPORTANCE** vitale d'en finir avec le système d'exclusion sociale qui produit sans cesse des « moun andeyò » — monde en dehors de l'attention de l'État — et d'opter résolument pour une politique d'intégration nationale;

- **OCCASION** exceptionnelle de réunir Haïtiens de l'intérieur et Haïtiens de la diaspora dans une même communauté nationale, par une citoyenneté de rang égal. La diaspora, réserve d'Haïti, doit être prise en compte pour la définition de la politique de reconstruction et la mise en oeuvre de cette politique.

Politiques et priorités

Dans le cas d'Haïti dévastée, il ne peut s'agir seulement, ni d'abord, de reconstruction technique d'infrastructures et de structures. Il s'agit

fondamentalement de reconstruction politique et sociale orientant la reconstruction économique et technique. Ce serait gaspiller l'aide internationale et toute la solidarité citoyenne partout mobilisée à tous les niveaux, si l'on se contentait de refaire une copie neuve sur papier vélin de la société d'avant le séisme.

Dans cette perspective, il ne suffit point de déclarer dans des discours politiquement corrects qu'on reconnaît et respecte la souveraineté d'Haïti. Il faut le montrer dans la pratique et les formes d'aide. C'est d'autant plus nécessaire que l'État haïtien, fragilisé avant le séisme, s'est quasiment effondré après le séisme. Ainsi blessé presque à mort, il est devenu une proie facile pour tous les États forts tentés de se conduire en redresseurs d'États fragiles.

L'extrême fragilisation du gouvernement et de l'État pourrait faire croire à certains qu'Haïti n'a plus les moyens de s'autogouverner dans le court terme. Tel n'est pas notre point de vue. Le peuple haïtien n'a besoin d'aucun «consortium» de pays amis pour gérer la crise à sa place, ce qui mettrait entre parenthèses provisoires la souveraineté sinistrée d'Haïti. Donc, ni protectorat déclaré, ni tutelle déguisée! Ni non plus gouvernement par décret présidentiel!

Gouvernement d'exception

Dans une situation exceptionnelle, qui fait sortir de l'ordre constitutionnel, il faut oser inventer des solutions exceptionnelles alternatives. La situation actuelle d'exception commande un gouvernement d'exception; elle exige un gouvernement d'union nationale faisant appel à toutes les forces vives du pays pour l'invention de solutions créatives au danger sans précédent de naufrage national.

Gouvernement d'union nationale aussi pour renforcer la capacité des autorités légitimes de résister aux pressions inévitables de ceux qui tiennent les cordons de la bourse. Presque par réflexe, les donateurs des moyens techniques et financiers seront fortement tentés d'ajouter à ces dons matériels visibles des directives politiques discrètes, les deux étant présentés comme un package pour gouvernance.

La perspective de reconstruction politique et sociale commande une approche qui fasse place et droit à l'autoconstruction et aux communautés locales. Les populations ont une tradition et un savoir-faire en matière de construction d'habitat familial. On ne part pas d'une table rase. Dans tous les domaines, économie informelle et médecine traditionnelle, construction de réseaux d'entraide et création d'«oeuvres de culture», capacité de résilience dans l'adversité et automobilisation pour le changement, le peuple haïtien s'est depuis toujours montré d'une grande inventivité, dans le marronnage et l'insurrection contre l'esclavage colonial, dans les konbit de travail agricole, les coopératives de production et les mutuelles de solidarité, dans la lutte armée contre l'occupation étasunienne (1915-1934) et la lutte pacifique contre les dictatures locales mises en place ou soutenues par des puissances étrangères.

Compétences locales

Peuple inventif qu'une certaine aide internationale tend à «zombifier» et à transformer en assistés. Il faut absolument éviter que l'aide internationale massive nécessaire à la reconstruction d'Haïti devienne une assistance à la production durable d'assistés dans un État durablement dépendant. L'expertise technologique de passage de l'assistance internationale ne doit pas pousser de côté les compétences locales établies.

La même perspective commande aussi priorité à la production agricole et à la souveraineté alimentaire. Haïti est un pays presque sans industrie, un pays de cultivateurs à plus de 50 % tenus en dehors de l'attention et des services de l'État. Ce monde en dehors a pourtant nourri longtemps la ville et chez lui se développent depuis l'an 2000 des expériences innovatrices d'économie sociale solidaire.

C'est à partir de ce monde qui a les deux pieds sur la terre nourricière qu'il faut penser la reconstruction et planifier le relèvement du pays, résoudre les problèmes de souveraineté alimentaire, de création d'emplois, de décentralisation gouvernementale, de déconcentration urbaine, de relocalisation des populations déplacées... La solution du problème des bidonvilles passe par le développement local de la campagne. Mais, comment y arriver sans une solution rapide aux problèmes d'absence de cadastre, d'incertitude des titres de propriété paysanne et «bidon-urbaine», d'absence d'actes civils établissant juridiquement la citoyenneté de beaucoup d'Haïtiens qui naissent et meurent sous les yeux d'un État aveugle!

Il y a d'autres questions à traiter dans la perspective de reconstruction nationale. Les camps de réfugiés dressés dans l'urgence doivent être pensés comme des réponses provisoires, en attendant que soit définie une politique de relocalisation permanente dans des villages aménagés selon les normes de l'urbanisme moderne. À noter que, pour les gens qui reviendront sur leurs lieux d'habitation, il faudra s'attaquer aux problèmes de cadastre en milieu urbain, pour qu'ils puissent les retrouver et avoir accès à des droits. Une telle politique ne peut être rationnellement élaborée sans qu'elle soit articulée à des politiques de transport en commun, de production agricole et de commercialisation, de formation universitaire, professionnelle et technique.

Pour donner toutes les chances de réussite à cette entreprise colossale et complexe de reconstruction nationale, une mesure immédiate d'accompagnement est absolument nécessaire : la remise de la dette d'Haïti.

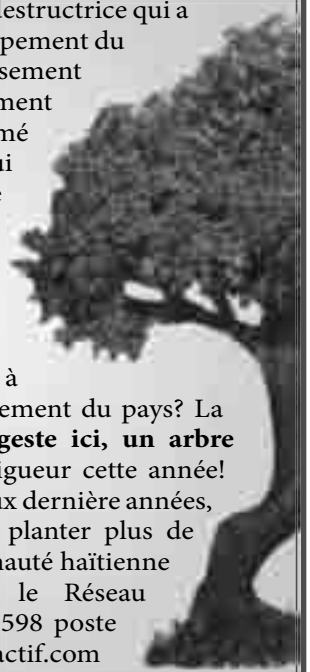
***

Collectif d'auteurs haïtiens-québécois

Ont signé ce texte: Franklin Midy (UQÀM), Jean-Claude Icart (UQÀM), Ernst Jouthe (UQÀM), Kéder Hyppolite (CONACOH), Claude Moïse (expert constitutionnaliste), Samuel Pierre (Polytechnique), Pierre Toussaint (UQÀM), Pierre-Joseph Ulysse (Université de Montréal), Nathan Ménard (Université de Montréal), Ninette Piou (CONACOH), Henri Dorvil (UQÀM), Carlo Prévil (UQÀM), Jean David Prophète (COPEDH), Denis Labelle (Comité de Solidarité/Trois-Rivières), Marlène Valcin (professionnelle à la retraite), Adrien Bance (enseignant à la retraite) et Pierre A. Simon (enseignant à la retraite). L'initiative est appuyée en outre par Dorval Brunelle, André Corten, Yves Vaillancourt, Louis Favreau, Gérald Larose, Réjean Mathieu, Michel Lambert et Pierre Bonin.

Un geste ici, un arbre pour Haïti

Le 12 janvier dernier, Haïti a de nouveau été frappée par une catastrophe naturelle destructrice qui a freiné les initiatives de développement du pays et de sa capitale. Le reboisement du territoire haïtien, présentement déboisé à 98 %, a été nommé parmi les initiatives qui permettraient de reconstruire le pays sur des assises plus solides et en cohérence avec les principes du développement durable.



Vous souhaitez participer à ce mouvement pour le reboisement du pays? La campagne de solidarité **Un geste ici, un arbre pour Haïti** est toujours en vigueur cette année! Grâce à la mobilisation des deux dernière années, cette campagne a permis de planter plus de 33 000 arbres dans la communauté haïtienne de Ste-Suzanne. Contactez le Réseau In-Terre-Actif au (819) 373-2598 poste 312 ou au rita@in-terre-actif.com pour en savoir davantage ou pour vous joindre à la campagne!

Le point sur l'appropriation du discours scientifique

Vulgaire lobbyisme sous le couvert de la « Science »

Mario Lemelin
mario.lemelin@cgocable.ca

Le tout a commencé par une pomme, symbole de la connaissance[1] . Elle causa l'éviction d'Adam et Ève du Paradis. Depuis Newton (1642-1727), elle symbolise le succès de la science, car dans sa chute du pommier, elle lui révéla le concept fondamental qui est celui de la gravité. Sur les épaules de ses prédécesseurs, Francis Bacon (1561-1626), René Descartes (1596-1650), Newton, n'avait plus qu'à trouver les lois de la physique **mécanique** qui gèrent l'univers, de l'atome aux planètes[2]. La Bible n'est plus l'outil de référence. Et cette recherche sera dite **scientifique**, car fondée sur la mesure, l'expérimentation, la reproductibilité et la prévision. Le XIX siècle a fixé l'idée de **progrès** comme un perfectionnement infini et sans retour. L'idée d'un progrès **cumulatif** est malheureusement la plus grande faute de la civilisation moderne. Cette façon de voir la science a produit un fondamentalisme du progrès.

Le début du XX siècle changera notre perception de cet univers mécanique. Albert Einstein (1879-1955) nous dit que l'énergie et la matière sont les deux formes d'une même chose. C'est ce que révèle la formule phare de la relativité restreinte d'Einstein, E = m*c2. De plus, la vitesse maximale que peut atteindre toutes choses est celle de la lumière soit 3 x 108 m/s. Ainsi, aucune « information » ne peut voyager plus vite que la lumière. Le photon créé par le soleil met 8 minutes à nous parvenir sur terre. C'en est fait de l'instantanéité des équations de Newton.

Einstein est le dernier d'une race de scientifiques qui étaient aussi à l'aise en physique qu'en mathématique et en chimie. Maintenant, à cause du **progrès**, les scientifiques n'ont plus qu'une vision très pointue d'un domaine d'étude de la science. Nous avons trois catégories de scientifiques; les chercheurs en sciences et techniques de l'information, les chercheurs en sciences humaines et sociales, et les responsables de la transmission des héritages culturels[3]. Une recherche sur un sujet précis en science ne peut plus être faite seule dans cette nouvelle culture mondiale de l'**intelligence collective** qu'Internet a rendue possible. Nous parlons maintenant d'équipes de recherches, car la science coûte cher. Parce que les gouvernements ont réduit les budgets des universités et les montants disponibles aux différentes agences de subventions, les universités doivent se tourner vers les entreprises privées. De nos jours, la plupart des travaux scientifiques sont un leurre visant à masquer un contrôle capitaliste de l'économique sur le scientifique. Ainsi, un secteur scientifique est viable uniquement s'il rapporte monétairement, et ce, dans un délai le plus court possible. Alors, tous se ruent sur les téléphones intelligents. Mais sont-ils « intelligents » ou tout simplement multifonctionnels? Ne sont-ils pas tout simplement une glorification de la « mobilité du travailleur », concept capitaliste s'il en est un?

Un autre exemple. Le décryptage du génome humain devait permettre à l'homme d'expliquer le mystère de la vie. Les connaissances qui seraient acquises promettaient la possibilité de créer des médicaments aux applications médicales presque sans limites. Il est certain que les entreprises pharmacologiques ont dû fantasmer solide sur la montée de la valeur boursière de leurs actions. Et durant ce temps-là, les médias, si accommodants, se sont plutôt attardés à nous endormir avec l'aspect romantique de la nouvelle : « Cette aventure est, du point de vue biologique, encore plus importante que la découverte de l'ADN par Watson et Crick » pouvions-nous lire partout. Nous retrouvons ce même romantisme lorsque les gens de la NASA nous parlent de retourner sur la lune, et pourquoi pas sur mars! Nous savons tous que cela n'a profité et profitera qu'à une petite élite, les clowns par exemple! En passant, où sont toutes ces fameuses retombées de la station orbitale? De plus en plus de pays n'ont plus les moyens financiers nécessaires à leur engagement dans ce projet. NOS milliards dépensés seraient définitivement mieux investis pour la lutte à la pauvreté et afin de réparer notre environnement. Le président Obama a eu le courage de mettre sur la glace pour les 15 prochaines années les projets lunaires et martiens.

Maintenant que la poussière est retombée, l'humain déchante. Lui qui se croyait l'être vivant le plus complexe partage 99 % de son ADN avec celui du singe. Le maïs possède 50 000 gènes, soit le double de l'humain. De plus, nous sommes encore très loin de comprendre la fonction de chaque gène et encore plus de leur manipulation comme des briques Légo. Les actionnaires sont inquiets. Mais pour les citoyens, qu'est devenu un argument scientifique valable?

Nous vous invitons à lire la version intégrale de cet article au **www.cs3r.org**

1. Pour les Grecs, ce sera le feu de Prométhée. On sait ce qu'il a dû endurer pour cette faute.
2. Voir le point 1 de l'annexe à la fin de l'article.
3. Voir le point 2 de l'annexe à la fin de l'article
4. Quand on pense qu'il en coûte $5,000 pour amener une petite bouteille d'eau de 500 ml à la station orbitale. Santé tout le monde!
5. Voir: http://public.web.cern.ch/public/fr/LHC/Facts-fr.html

Solidaires en mouvement!

Lancement de la marche mondiale des femmes 2010

À compter de mars 2010, le mouvement des femmes et ses alliées marcheront dans les rues du Québec en portant des revendications pour combattre la pauvreté et la violence vécues par encore trop de femmes. Ces actions répondent à l'appel de solidarité de la Marche mondiale des femmes qui, pour une troisième fois, mobilise les femmes du monde, entre le 8 mars et le 17 octobre 2010. Dans la Charte mondiale des femmes pour l'humanité adoptée en 2005, nous visons l'égalité pour les femmes, mais aussi un monde de paix, de justice, de liberté et de solidarité pour toutes et tous. Les revendications de 2010 qui s'adressent aux gouvernements du Québec et du Canada sont les suivantes :

Autonomie économique des femmes

Nous revendiquons l'augmentation du salaire minimum à 10,69 $ l'heure, afin que les personnes rémunérées au salaire minimum qui travaillent 40 heures par semaine aient un revenu annuel équivalent au seuil de faible revenu avant impôt établi par Statistique Canada pour une personne seule.

Nous revendiquons l'abolition des catégories à l'aide sociale (« apte et inapte à l'emploi »), pour lutter contre les préjugés pour garantir à toute personne un revenu minimal qui assure la couverture des besoins vitaux dans le respect de sa dignité. Ce montant devra faire l'objet d'une indexation annuelle automatique.

Bien commun et accès aux ressources

Nous revendiquons la fin de la privatisation des services publics et du bien commun (santé, éducation, eau, énergie éolienne) et nous nous opposons à toute augmentation des tarifs de ces services.

Violence envers les femmes

Nous revendiquons que le gouvernement du Québec mette en place des mesures concrètes pour prévenir et lutter contre les violences envers les femmes, notamment l'hypersexualisation et la marchandisation du corps des femmes, en commençant par : légiférer en matière de pratique publicitaire; mettre en place des cours spécifiques d'éducation à la sexualité dans une perspective de rapports égalitaires et non sexistes.

Nous revendiquons que le gouvernement du Canada garantisse le droit inaliénable des femmes de décider d'avoir ou non des enfants, ce qui implique le maintien et la consolidation des services d'avortement gratuits offerts par les réseaux publics et communautaires et le développement de nouveaux services publics dans les zones peu desservies.

Paix et démilitarisation

Nous revendiquons que le gouvernement du Québec interdise le recrutement militaire dans tous les établissements d'enseignement du Québec.

Nous revendiquons que le gouvernement du Canada retire immédiatement ses troupes de l'Afghanistan.

Droits des femmes autochtones

Nous revendiquons que le Canada signe la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et mette en œuvre les droits qui y sont contenus avec une attention particulière sur les droits des femmes et des enfants autochtones.

Le Comité femmes et développement du CS/TR vous invite à participer en grand nombre aux activités entourant la Marche mondiale des femmes 2010. Pour obtenir plus d'information, veuillez visiter le site Web du CS/TR – **www.cs3r.org** – de façon régulière, afin d'être au courant des activités à venir.

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche!

Nos partenaires en Bolivie

Solidarité, entraide et dignité

Élisabeth Cloutier
Responsable au CS/TR du projet de coopération en Bolivie

Il est 9 h et je suis à La Paz, dans les bureaux du *Centro de Promoción y Salud Integral* (CEPROSI), nos nouveaux partenaires en Bolivie. Les membres de l'équipe sont toutes sur le terrain, soit en appui direct à des femmes victimes de violence ou en rencontre avec l'un des 13 centres de femmes fondés par l'organisation. Je suis seule dans les bureaux avec la directrice du centre, la Dre. Ana María Vargas et celle-ci est au téléphone – celui même qui ne dérougit jamais. Puis, on sonne à la porte. Je vais rapidement répondre et c'est une dame émotive, visiblement affectée par un événement récent, qui me demande de l'aide. Elle souhaite rencontrer Josefa, une des travailleuses sociales du centre, mais celle-ci est déjà en rencontre à l'autre bout de la ville. J'avise donc Ana María de la présence de la dame et celle-ci s'empresse de venir la voir pour la réconforter, lui tendre l'oreille et lui offrir un support adéquat dans l'attente de Josefa, qui allait arriver quelques minutes plus tard. Josefa appuie la dame depuis un moment dans ses démarches visant à sortir de cette violence familiale qui la fait souffrir – physiquement et moralement – depuis trop longtemps déjà. De telles scènes, j'ai pu en constater plusieurs lors de mon court séjour à La Paz, chez nos partenaires boliviens.

Au centre de femmes Santa Teresita d'El Alto

En effet, j'ai eu la chance d'aller rencontrer l'équipe du CEPROSI, ses partenaires, les femmes des centres d'entraide et les acteurs œuvrant à notre projet commun au mois de novembre dernier. J'y ai rencontré des femmes et des hommes exceptionnels, compétents, militants et dévoués, pour qui la cause de la justice sociale est une lutte au quotidien. Nous avions eu la chance de communiquer par courrier électronique et par téléphone antérieurement, mais cette rencontre nous a permis de réaliser à quel point nos organisations partagent une vision et une mission similaire de justice sociale, d'équité entre les hommes et les femmes, de lutte à la pauvreté et de promotion de la démocratie et de la paix.

Élisabeth du CS/TR en compagnie des membres de l'équipe du CEPROSI

C'est Développement et Paix, une organisation avec qui le CS/TR collabore depuis de nombreuses années, qui nous a permis d'entrer en contact avec le CEPROSI et d'élaborer ce projet de promotion et de gestion communautaire de la santé globale des femmes, des enfants et des familles monoparentales. Ledit projet, soutenu par le programme québécois de développement international (PQDI) du ministère des Relations internationales (MRI) du Québec, vise entre autres à réduire les barrières interculturelles entre les donneurs de soins de santé et les bénéficiaires, à renforcer la participation politique et communautaire des femmes et à soutenir le réseau local de prévention à la violence mis sur pied par le CEPROSI.

De plus, mon séjour coïncidait avec la clôture de la campagne présidentielle, qui allait se conclure avec la réélection du président Evo Morales, nous permettant de croire que les efforts déployés pour offrir la santé pour toutes et tous et pour faire valoir les droits des femmes et des peuples autochtones allaient être salués par un gouvernement ayant des priorités similaires à nos revendications. Je suis donc revenue au CS/TR motivée; la flamme militante ravivée! Et quoi de mieux pour nous redonner l'espoir d'un monde meilleur, plus juste et plus équitable qu'un séjour dans une ville qui s'appelle « La Paix »…

Le Québec à l'ère du compost

Saviez-vous que le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec a récemment doté la province d'une politique et d'un plan d'action sur la gestion des matières résiduelles, visant prioritairement à éliminer la totalité des matières organiques de nos poubelles d'ici 2015?

Le Bilan 2008 sur la gestion des matières résiduelles au Québec s'est démarqué comme étant le plus encourageant de notre histoire, avec des taux de récupération de plus de 57 % de la matière générée. Cela ne signifie toutefois pas que le travail pour la promotion d'une meilleure gestion des matières résiduelles est terminé! Par le biais de sa nouvelle politique, Québec vise à « mettre un terme au gaspillage des ressources, contribuer aux objectifs du plan d'action sur les changements climatiques […] et responsabiliser l'ensemble des acteurs concernés » par la gestion des déchets. C'est pourquoi le gouvernement a également mis en œuvre un plan d'action 2010-2015 afin d'atteindre un objectif audacieux, mais amplement réalisable : que seuls les résidus ultimes, qu'il nous est impossible de recycler, récupérer ou valoriser, terminent leur cycle de vie dans la poubelle.

Un des chevaux de bataille de cette initiative est celui de bannir l'enfouissement des résidus organiques putrescibles générés au quotidien et d'inciter la population à plutôt les éliminer par le biais de procédés biologiques – le plus connu de tous étant sans doute le compostage. Le gouvernement s'est d'ailleurs engagé à investir 650 millions de dollars pour appuyer les municipalités et doter le Québec d'installations et d'infrastructures pour le traitement des matières organiques, grâce au compost ou à la biométhanisation, un processus naturel biologique de dégradation de la matière organique en absence d'oxygène. Un pas de plus dans la marche vers le développement durable et pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans notre pays!

Et le compostage, dans tout ça… est-ce compliqué à réaliser? Pas du tout! Il suffit de se procurer un composteur, de l'installer à un endroit propice, de bien respecter les règles de ce que l'on peut mettre ou non dans son bac, de veiller à ce que le tout soit bien aéré et entretenu… et le tour est joué! Il est même possible de continuer à composter pendant l'hiver! Enfin, en plus de contribuer à réduire notre empreinte écologique, le compost peut constituer un projet de famille rassembleur et permettre d'obtenir facilement et gratuitement un excellent engrais biologique.

Pour en apprendre davantage sur le compost et la saine gestion des matières résiduelles, le Réseau In-Terre-Actif vous invite à consulter le **www.compostage.ca** et à commander la toute nouvelle expo-photos « Le compostage : une alternative pour un monde plus écologique ».

Pour plus d'information, contactez-nous au
(819) 373-2598 poste 312 ou au rita@in-terre-actif.com

Crise réelle; reprise illusoire?

Jules Bergeron
nadober@videotron.ca

Vingt-et-un milliards de dollars; tel est le budget 2009-2010 du ministère canadien de la Défense. À cette somme, il faut ajouter des investissements prévus de plus de 35 milliards annoncés par le gouvernement Harper depuis 2006. Les dépenses militaires canadiennes ne cessent de s'accroître depuis 2001, mais leur rythme de croissance s'est nettement accéléré depuis 2006. On remarque aussi que le Canada a délaissé son rôle de premier plan dans les troupes de maintien de la paix des Nations Unies pour se rapprocher rapidement de la politique militaire américaine. Alors qu'au cours de certaines années, le Canada pouvait fournir 3 000 soldats dans le cadre des opérations de l'ONU, ce chiffre est tombé à 58 en 2009, soit moins que des pays comme l'Albanie et la Roumanie.

Ne cherchez surtout pas l'application civile de la quincaillerie à acheter : drones, véhicules de combat, chars d'assaut, etc. Les sommes colossales que nous investirons dans l'équipement n'auraient-elles pas créé des emplois socialement et économiquement plus profitables dans la santé, l'éducation ou dans l'environnement? Dans le contexte de la récession, c'est une question fondamentale, d'autant que cette récession est la plus forte depuis celle des années 1930 et que ses conséquences risquent de se faire sentir longtemps.

Quelle est l'origine de cette crise? A-t-elle d'abord été de nature financière, boursière? Ce que l'on peut dire, c'est qu'il y a des causes et elles peuvent être pointées du doigt. Un rapport d'économistes du Fonds monétaire international (FMI) l'attribue principalement à un laisser-aller règlementaire généralisé dans le monde occidental. Cela signifie que les institutions financières ont pratiqué, au cours des années 1980 et 1990, des politiques de prêt qui ont conduit les ménages à s'endetter de façon substantielle. Au Canada, la réponse du gouvernement fédéral pour favoriser la reprise économique s'est articulée autour du Plan d'action économique du Canada. Ce plan, qui prévoit investir 62 milliards sur une période de deux ans, a été plutôt mal accueilli. On a dit qu'il était, entre autres, bâclé et mal ficelé. Il comptabilise l'aide apportée aux constructeurs automobiles alors que des miettes sont consacrées à la filière forestière au Québec, encore plus frappée par la crise.

Cette crise a aussi suscité un débat, à savoir l'approche du cercle vicieux. Est-ce que la crise financière et boursière a alimenté la crise économique ou est-ce l'inverse? Cette crise a été accompagnée de son lot de mises à pied et de fermetures d'entreprises. De ce point de vue, la Mauricie a été touchée plus souvent qu'à son tour. Par ailleurs, on annonce que la récession est terminée depuis l'été 2009. Cependant, il y a tout lieu de croire qu'une reprise solide demeure encore au royaume des belles hypothèses. Pourquoi?

D'abord parce que les taux de chômage demeurent et resteront encore élevés. Les experts des Nations Unies et du FMI soutiennent, chacun de leur côté, qu'il y aura une reprise

véritable lorsqu'il y aura une relance de l'emploi. De ce point de vue, les choses vont tarder plus longtemps qu'on pense. Reprise fragile, emploi anémique; l'équation est simple. Un autre pont réside dans le fait que le niveau d'endettement des ménages a atteint un point critique et qu'avant de recommencer à dépenser, les consommateurs préfèrent consolider leurs dettes, revoir leur budget, mais surtout recommencer à travailler! Dans le système actuel, remarquez ce qui s'améliore le plus rapidement : les profits des banques ou les revenus des consommateurs?

Un autre élément à retenir est le fait qu'il faut absolument rendre plus sévère la réglementation financière et ce, à l'échelle mondiale. Si la récession a eu des répercussions sur tous les continents, plusieurs s'entendent pour dire qu'il faut réformer en profondeur le système financier international. Par conséquent, il faudrait prioriser l'action des organismes internationaux qui ont une vocation en ce sens. Mais jusqu'ici, beaucoup de pays, y compris les États-Unis, ont parlé, mais peu ont agi. Les réformes entreprises jusqu'ici sont timides. Pourtant, quel gouvernement veut encore se faire reprendre au piège d'aider des banques qui ont outrageusement contribué à endetter les gens?

La crise a aussi créé son lot de nouveaux chômeurs, faisant apparaître de nouvelles poches de pauvreté, ruinant ainsi en grande partie les efforts investis jusqu'ici à l'échelle internationale dans la lutte contre l'appauvrissement. Elle a aussi davantage fragilisé la répartition de la richesse et des revenus, accentuant les inégalités sociales. Tous n'ont pas eu le même poids à supporter au cours de la crise.

Une nouvelle donnée est apparue avec la récession comparativement aux crises précédentes, à savoir l'environnement. Les années 1990 ont été marquées par une consommation effrénée, un commerce mondial en forte hausse et par une pression accrue sur les ressources naturelles, ainsi que sur les milieux de vie animale et végétale. Au nom de la relance économique, doit-on mettre de côté les préoccupations environnementales et le développement durable? Bien plus que de l'avenir économique, il s'agit carrément de l'avenir de la planète. La Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique de juin 2009 insiste particulièrement sur ce dernier point.

Le document qui a été publié dans le cadre de cette conférence tire aussi une autre sonnette d'alarme, à savoir l'état encore plus précaire des pays en développement face à la récession. Payant déjà plus en frais d'intérêt qu'ils ne reçoivent d'aide des pays riches, les nations en voie de développement sont mal outillées pour pallier aux conséquences immédiates et futures de la crise économique. Ces pays sont aussi victimes des mesures commerciales protectionnistes des pays riches et des restrictions apportées à l'offre de crédit. Résultat : une dette qui monte en flèche.

Contrairement aux crises précédentes, le contexte de la récession actuelle a radicalement changé. Auparavant, il fallait instamment redémarrer le moteur de la consommation, reprendre coûte que coûte l'exploitation des ressources, etc. Bref, repartir la machine à tout prix. Et si nos remèdes économiques traditionnels empiraient le mal? Le développement durable, ça existe. Les problèmes sont connus et des solutions existent. La crise actuelle peut servir de point tournant pour l'avenir du monde.

--- Références ---
"Joseph Stiglitz dénonce l'insuffisance des plans de relance" La Presse Affaires, 9 janvier 2010.
Conférence des Nations Unies : http://www.un.org/fr/ga/econcrisissummit/
Centre canadien de politiques alternatives, décembre 2009 : http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/canadian-military-spending-2009

Stratégie militaire des États-Unis pour les Amériques

Claude Lacaille

Haïti occupée?

Avec le séisme, on assiste en Haïti à un déploiement impressionnant du Commandement Sud de l'armée étasunienne, basé à Miami. Étant donnée l'urgence humanitaire, les médias nous ont convaincus qu'Haïti était ingouvernable et le Commandement Sud s'est alors imposé comme l'autorité suprême prenant contrôle des mouvements aériens, marins et terrestres et la communauté internationale ne s'y est pas opposée. Quelques heures après le désastre, arrivait la division aéroportée 82, laquelle avait envahi la République dominicaine en 1965, l'île de Grenade en 1983 et Panama en 1989.

À la fin de janvier 2010, 12 500 soldats américains installaient cette brigade d'assaut équipée d'armements sophistiqués et de missiles destinés à combattre et à occuper des territoires ennemis. En plus du navire hôpital USNS Comfort, comptant sur un millier de professionnels de la santé, sont venus se poster sur les côtes d'Haïti le porte-avion nucléaire USS Vinson et deux navires d'assaut amphibies, les USS Bataan et USS Nassau, des bases militaires itinérantes. Ainsi, plus de 20 000 militaires étasuniens, 23 navires et plus de 120 avions appuient les actions d'aide aux sinistrés. Toute cette quincaillerie de guerre pour un travail humanitaire!

Cette militarisation de l'aide humanitaire compte aussi sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH), présente depuis 2004 avec plus de 9 000 soldats et policiers et dont le budget annuel est de 600 millions de dollars. À cause de nombreuses violations des droits humains contre des civils, la MINUSTAH a souvent été dénoncée par des ONG et des organisations de droits humains et elle est perçue par bon nombres d'Haïtiens comme une force d'occupation. On réalise ainsi que la catastrophe haïtienne a donné l'occasion aux États-Unis de réorganiser sa stratégie militaire dans les Caraïbes. Avec ses bases de Porto-Rico, de Guantánamo, de Curaçao et Aruba, on encercle totalement Cuba et barre la route au Venezuela, dont le président Hugo Chávez est l'homme à abattre pour Washington. Le vice-président de Bolivie, en visite à Port-au-Prince, a dénoncé cette situation : « *Les États-Unis sont entrés dans une stratégie de contention militaire des processus révolutionnaires et progressistes dans le continent. Ceci est très dangereux : des bases militaires en Colombie, la présence militaire au Pérou et maintenant en Haïti où ils ne font pas un travail d'aide, ne prennent pas soin des malades et des sinistrés, mais ce n'est que présence militaire* ».

Le retour des coups d'État

Hugo Chávez

D'ailleurs, on assiste au retour des coups d'États promus par les États-Unis. Après la chute de l'URSS, on avait cru cette pratique disparue. Mais dès 1991, en Haïti, Jean-Bertrand Aristide est victime d'un coup d'État téléguidé par Washington, qui le considère dangereux. En 2002, c'est le président Chávez du Venezuela qui est victime d'un putsch. En 2009, le Honduras voit son président légitime arrêté et expulsé du pays par l'oligarchie et l'armée, avec la complicité de Washington. On ne se trompe pas si l'on considère que la déstabilisation politique des régimes qui ne sont pas totalement alignés sur les intérêts des États-Unis continue de plus belle après l'ère Bush. La décision du président hondurien Zelaya de transformer la base militaire de Soto Cano en aéroport civil a joué un rôle détonateur dans le coup militaire qui l'a déposé; on lui reprocha aussi sa sympathie avec les gouvernements progressistes du continent.

Budget militaire record en 2011 aux États-Unis

Le 1er février dernier, le prix Nobel de la paix, Barack Obama a présenté le budget militaire des États-Unis le plus élevé de toute l'histoire pour l'année 2011 : **708 milliards $**. Le montant destiné à l'Amérique centrale est l'unique poste de coopération et aide militaire qui a connu une augmentation, concentrée particulièrement sur deux pays : le Honduras et El Salvador. Il s'agit de pays qui constituent une source d'inquiétude pour les intérêts américains. La droite a été défaite au Salvador en 2009 par Mauricio Funes du Front de libération Farabundo Marti et Daniel Ortega dirige le Nicaragua sous la bannière du Front sandiniste. Ainsi, l'aide militaire et policière au Salvador

passera de 2,7 $ millions en 2010 à 6,6 $ millions en 2011. Le Honduras, où l'oligarchie a réalisé un coup d'État, sera récompensé d'une aide qui passera de 48 $ millions à 65,9 $ millions. On dit vouloir combattre le trafic de narcotiques, le terrorisme et **l'instabilité sociale!** Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) considère l'Amérique centrale comme la région la plus violente au monde et les élites y privilégient la force militaire et la répression pour résoudre ces problèmes, même si en Colombie et au Mexique, cette stratégie s'est avérée totalement inefficace.

Le Panama, lieu stratégique pour le commerce mondial

Au sud de l'Amérique centrale, limitrophe avec la Colombie, se trouve le Panama, dont l'économie est forte grâce au canal. La ville de Panama est le plus important centre financier de l'Amérique centrale et le niveau de vie y est le plus élevé. Le canal, restitué par les États-Unis en 1999, est un lieu stratégique. Le gouvernement panaméen a conclu un pacte avec les États-Unis pour que ses bases aéronavales et de police puissent être utilisées par l'armée américaine.

La Colombie, fer de lance de la domination étasunienne en Amérique latine

Un accord militaire a déclenché une crise diplomatique majeure en Amérique latine. Le gouvernement colombien ouvre sept bases militaires aux forces armées des États-Unis dans le but avoué de lutter contre le trafic de drogue et le terrorisme. Également, on met à leur disposition sept aéroports civils colombiens. C'est en Colombie que se configure aujourd'hui la domination militaire étasunienne sur l'Amérique latine et les Caraïbes. La raison invoquée est la lutte au trafic des narcotiques, mais il s'agit d'un écran de fumée pour mettre au point une nouvelle architecture militaire afin de contrôler la région et protéger les intérêts stratégiques des États-Unis.

Des voisins insoumis

Les voisins de la Colombie vivent des moments de grandes transformations sociales et politiques : le Venezuela construit le « socialisme bolivarien »; la Bolivie est dirigée par un autochtone qui opère des transformations politiques majeures et l'Équateur vient de se doter d'une nouvelle constitution progressiste et mit fin à la présence de la base étasunienne de Manta sur son territoire en 2008. La présence d'une base colombienne sur la frontière du Venezuela n'est pas sans alerter le gouvernement de Chávez qui affirme publiquement que la présence américaine menace la souveraineté de son pays. Il craint une attaque de la part de la Colombie. Les États-Unis accusent en effet Chávez de collaborer avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

Evo Morales
Président de la Bolivie

Par ailleurs, la Commission pour la Vérité est convaincue que des militaires américains ont participé au bombardement réalisé par l'armée colombienne sur le territoire de l'Équateur le 1er mars 2008, alors que l'un des dirigeants des FARC avait été tué. Il s'agit là d'une menace sans précédent pour la liberté, l'indépendance et la démocratie de tous les pays de la région. Cette stratégie vise principalement le Venezuela, avec ses richesses pétrolières importantes et le processus révolutionnaire en marche qui répand son influence dans le continent.

Malgré les affirmations d'Obama voulant que les relations des États-Unis avec les Amériques connaîtraient une nouvelle ère, le blocus contre Cuba demeure intact malgré la volonté presque unanime des pays membres des Nations Unies d'y mettre fin. Au Honduras, le gouvernement de Washington a appliqué une tactique de « smart power », jouant d'ambigüité et donnant finalement raison aux putschistes contre le président élu. Ce qui préoccupe les États-Unis, ce n'est pas tant le trafic de la drogue, comme la revendication de souveraineté, d'indépendance nationale des pays de la région et le processus d'intégration politique, économique et culturel qui est en progression constante.

Barack Obama

LE PLUS GROS BUDGET MILITAIRE DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Brian Barton

Quelles sont les priorités du Canada?

Selon un nouveau rapport, les dépenses de la Défense nationale du Canada atteignent 21 185 milliards $ en 2009-2010; ce qui place le Canada au 13e rang mondial et au 6e rang parmi les pays de l'OTAN. En termes historiques, les dépenses militaires d'aujourd'hui dépassent de 22 % celles de 1989, pendant la guerre froide.

L'auteur et analyste des questions de défense, Bill Robinson, dit que l'augmentation des dépenses de la Défense est une indication des priorités fédérales. « Les dépenses de la Défense nationale sont 20 fois plus élevées que celles du ministère de l'Environnement, lequel, en comparaison, a obtenu seulement 1 064 milliard $ ».

Selon le rapport intitulé « Canadian Military Spending 2009 », les dépenses de la Défense nationale ont augmenté de 9,6 %, soit de 1,8 milliard $ par rapport à l'année précédente. « Si le gouvernement n'avait pas augmenté les dépenses militaires de cette somme, ajoute M. Robinson, il aurait pu doubler les dépenses multi-ministérielles prévues pour les projets liés au changement climatique cette année ».

Depuis le début de la guerre au terrorisme en 2001 – et même avant – le Canada a augmenté successivement les dépenses de la Défense nationale pour y consacrer, pendant les 9 ans jusqu'à 2009, des montants additionnels qui totalisent 23,1 milliards $, si on fait la somme des dépenses supplémentaires faites chaque année par rapport au niveau de 2000-2001. À peu près la moitié du total cumulatif de ces augmentations a été dépensée en Afghanistan.

Même la plupart des partisans de la participation du Canada à la guerre en Afghanistan seraient d'accord pour dire que le Canada supporte une part trop grande des coûts de cette guerre.

Si le Canada avait choisi de ne pas participer à la mission en Afghanistan, il aurait pu fonctionner avec des forces armées plus petites (autour du niveau de 1999–2000), tout en continuant à participer à des missions de maintien de la paix de l'ONU. Des économies supplémentaires, potentiellement de plusieurs milliards de dollars, auraient pu être réalisées au cours de cette période.

Néanmoins, la stratégie de défense Canada d'Abord, dévoilée par le gouvernement Harper en 2008, affirme que les dépenses militaires du Canada continueront de croître. Les dépenses totales sont fixées à 490 milliards de dollars durant les 20 ans de ce plan, soit environ 13 000 $ pour chaque résident du Canada, y compris les enfants.

Si, au contraire, les dépenses militaires canadiennes étaient établies à leur niveau minimal de l'après guerre froide, le total dépensé au cours de cette période serait plutôt de 271 milliards de dollars (dollars de 2009), soit une épargne de 145 à 170 milliards de dollars.

Le maintien de la paix? Laissons ça aux autres!

Avant même la guerre en Afghanistan, le Canada avait renoncé à assumer sa part des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Pendant la guerre froide, le Canada a fourni environ 10 % de toutes les troupes de maintien de la paix de l'ONU. Le Canada a continué d'y fournir un contingent d'environ 1 000 Casques bleus (parfois plus de 3 000) jusqu'aux années 1990. En 1997, toutefois, le Canada a commencé à réduire considérablement son engagement dans les missions des Nations Unies. Il s'est impliqué plutôt dans les opérations de l'OTAN : en premier lieu dans la « force de stabilisation » en Bosnie-Herzégovine, puis dans la guerre au Kosovo, ensuite dans la force dirigée par l'OTAN dans ce pays; et maintenant dans la guerre en Afghanistan.

Ainsi, l'OTAN a remplacé les Casques bleus dans les priorités du gouvernement canadien. Les 28 membres de l'OTAN comptent pour environ 64 % des dépenses militaires du monde. Parmi ces 28 pays, le Canada vient au sixième rang après les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie, pays beaucoup plus populeux.

En 2005, seulement 83 militaires canadiens ont été affectés aux missions de paix. Le Canada s'est transformé d'un grand partisan du maintien de la paix en un fidèle participant aux

«coalitions de volontaires » presque exclusivement dirigées par les États-Unis ou pilotées par l'OTAN à leur place. Cette transformation n'était pas le résultat de la disparition des missions de paix des Nations Unies. En effet, la demande pour des Casques bleus s'est multipliée au cours des dernières années. En septembre 2009, on comptait 83 853 troupes de maintien de la paix (en plus de 12 222 membres de forces policières) — un nombre record — participant à un total de 15 opérations partout dans le monde.

Le Canada contribue pour seulement 55 militaires à ces opérations, ou 0,07 % du total, faisant du Canada le 63e sur la liste des 105 contributeurs. Ce personnel est réparti dans sept opérations, pour une moyenne de contribution canadienne de huit militaires par opération!

En fait, la charge des opérations de maintien de la paix a été transférée vers les pays plus pauvres, dont les soldats sont normalement beaucoup moins bien équipés et dans certains cas moins bien formés. Cette situation menace de saper l'efficacité des opérations.

Pour une véritable aide humanitaire

Bien que la mission en Afghanistan soit souvent défendue sur la base de motifs humanitaires, l'argent qui est consacré à cette mission pourrait être utilisé plus efficacement pour l'aide au développement dans d'autres parties du monde.

Le Canada et la plupart des autres pays riches ont promis depuis longtemps d'allouer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) comme aide publique au développement (APD). Cependant, la contribution moyenne des membres du comité d'aide au développement de l'OCDE est seulement de 0,45 % du RNB. L'APD du Canada se situe à 0,29 % du RNB, encore plus loin de la cible.

Ces comparaisons démontrent que, s'il y a un secteur dans lequel le Canada ne prend pas ses responsabilités, ce n'est pas dans le domaine militaire, mais plutôt dans sa contribution à la lutte contre la pauvreté et au développement humain.

Beaucoup de progrès a été réalisé au cours des dernières décennies dans l'aide humanitaire et le développement. Depuis 1990, le nombre d'enfants de moins de cinq ans qui meurent chaque année de faim, de maladie ou de privation, a chuté de 3,6 millions. Mais l'insuffisance des ressources de l'APD a laissé beaucoup de problèmes graves à régler. Depuis que le Canada s'est engagé dans la guerre en Afghanistan, on compte 70 millions de décès évitables d'enfants dans le monde.

Stoppons les dépenses militaires!

Résoudre ces problèmes nécessitera un réel engagement à fournir davantage de ressources du Canada et d'autres pays riches. « Si les 130 à 150 milliards $ que le Canada dépensera dans les 18 prochaines années au seul titre de l'accroissement du budget militaire étaient dépensés pour l'aide, cela permettrait de presque tripler l'aide canadienne au développement durant la même période. On pourrait atteindre – et même dépasser – l'objectif de 0,7 % et consacrer plus de ressources pour freiner les changements climatiques », conclut M. Robinson.

Ainsi, le Canada pourrait apporter une plus grande contribution à la sécurité globale et à l'action humanitaire, en transférant ces ressources vers des efforts de sécurité non militaires, y inclus la lutte contre la pauvreté au Canada et ailleurs dans le monde.

À Lire, à Écouter, à Visiter

L'énigme du retour

À lire

Dany Laferrière

Boréal

Un jeune homme de vingt-trois ans a quitté son pays de façon précipitée. Un homme épuisé y retourne, trente-trois ans plus tard. Le jeune homme est passé de l'étouffante chaleur de Port-au-Prince à l'interminable hiver de Montréal. Du Sud au Nord. De la jeunesse à l'âge mûr. Entre ces deux pôles se trouve coincé le temps pourri de l'exil. Une nuit, un coup de fil lui apprend le décès de son père à New York. Ce père qu'il n'a pratiquement vu qu'en photo. Cet événement le fait quitter la baignoire pour prendre la route. D'abord n'importe où, vers le nord; comme un adieu à cet univers de glace qui l'a tenu au frais si longtemps. Puis à New York pour les funérailles de son père, que l'exil avait rendu fou. Il compte le ramener à son village natal de Barradères, dans le sud d'Haïti. Pas le corps, qui appartient au voyage. Plutôt l'esprit. Des funérailles sans cadavre. Et le voici à Port-au-Prince, où il se terre dans une chambre à l'hôtel, n'osant regarder cette ville qu'il a tant rêvée là-bas dans sa baignoire, à Montréal.

Si, dans *Je suis un écrivain japonais*, Dany Laferrière s'était donné pour but de vider le concept d'identité de tout son contenu, il poursuit ici l'objectif contraire. Qu'est-ce qui fait que nous venons indéniablement d'un lieu, d'une culture? Pourquoi sommes-nous toujours le fils de notre père? Un roman à la forme neuve, originale, qui mêle haïku et narration. Un livre grave, poétique, onirique, réaliste. Le livre d'un très grand écrivain.

À écouter

Ensemble pour Haïti

Collectif d'artistes

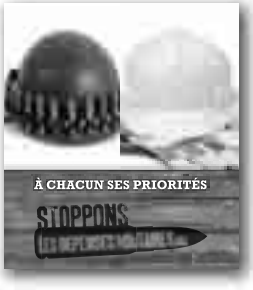
De la musique pour les oreilles et une douceur pour le cœur; l'album double bénéfice enregistré lors de l'événement médiatique diffusé le 22 janvier 2010 en solidarité avec Haïti. *Ensemble pour Haïti*, diffusé sur les réseaux de télévision dix jours après le tremblement de terre qui a dévasté Haïti, a permis de mesurer l'ampleur de la solidarité québécoise à l'égard de la population haïtienne. Il a aussi montré la générosité des artistes québécois qui ont mis leur talent au service d'une grande cause humanitaire.

L'album double *Ensemble pour Haïti* reprend la totalité du spectacle qui rassemble quelques-uns des plus grands artistes de la chanson du Québec réunis pour interpréter des grands classiques, dont *Une chance qu'on s'a* (Jean-Pierre Ferland et Luck Merville), *Hymne à la beauté du monde* (Diane Dufresne), *Le monde est stone* (Judith Bérard, Luce Dufault, Patsy Gallant, Marie-Josée Lord et Martine St.Clair), *Si Dieu existe* (Sylvain Cossette, Maxime Landry et Bruno Pelletier) et *L'essentiel* (Marie-Élaine Thibert). Les sommes amassées seront versées à la Croix-Rouge et au CECI; seuls les coûts réels de fabrication et de commercialisation de l'album sont déduits.

Le site Web de la nouvelle campagne du CS/TR

www. Stopponslesdepensesmilitaires.com

À visiter



Le CS/TR lance sa campagne **Stopponslesdepensesmilitaires.com**. Dans cette campagne, on dénonce l'augmentation des dépenses militaires du gouvernement conservateur, qui se fait au détriment de l'économie, de la culture et des services sociaux. Cette campagne est en ligne directe avec la précédente campagne *La guerre saigne le monde*, qui s'était soldée au printemps dernier avec le dépôt d'une pétition de 20 000 signatures demandant le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan. Le site **www.stopponslesdepensesmilitaires.com** offre aux citoyens de l'information sur la militarisation du Canada. Les gens sont invités à y signer une pétition électronique, demandant la réduction du budget militaire au niveau de 1997, alors que le Canada ne participait qu'à des missions de paix à l'étranger.

Laissez votre trace… Stages 100 % solidaires

Prenez part à la mission que se donne le CS/TR et devenez acteurs d'un projet local mis en place avec un de nos partenaires du Sud. Le CS/TR propose des séjours interculturels de deux semaines pour tous âges qui permettent de combiner les vacances à la coopération internationale. Il est encore temps de s'inscrire! Les projets proposés sont les suivants :

Edad de oro – CUBA (1er au 15 mars 2010)

Séjour d'échange avec les étudiants de l'Université du 3e âge de La Havane. Les attraits culturels de la Vieille Havane, ainsi que la beauté des plages de l'Est forment le cadre idéal à ce séjour où les participants auront la chance de partager et de créer avec des artistes cubains.

Séjour en architecture dans La Havane – CUBA (8 au 22 mai 2010)

Séjour de découverte où les visites et les échanges avec des spécialistes cubains ne feront que mettre en valeur l'héritage des architectures coloniale et moderne de la Vieille Havane, classé patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Une escapade à Trinidad est également prévue au programme…

La route du café en Haïti : une histoire d'esclavage et de liberté - Ce séjour a été reporté à l'automne 2010

Découverte solidaire en appui à la santé nutritionnelle – MALI (3 au 19 février 2011)

Après une période d'adaptation à Bamako, les participants à ce projet séjourneront « en brousse », dans un village où ils pourront participer activement à la réduction des carences alimentaires et à la lutte contre la désertification par le biais de la promotion de la plante Moringa oleifera.

Pour vous inscrire ou pour obtenir davantage d'information, veuillez communiquer avec Sylvain Pinet, responsable des stages, au (819) 373-2598 poste 324 ou à l'adresse suivante : sylvain.pinet@cs3r.org

Participez à la campagne CouragePolitique.org

Voyez les alternatives possibles pour venir à bout de la crise des finances publiques et écrivez au ministre des Finances du Québec pour lui signifier qu'il est maintenant temps de demander à ceux qui en ont vraiment les moyens de se serrer la ceinture à leur tour. **www.courage politique.org**

La compréhension, c'est contagieux!

Le CS/TR publie mensuellement deux pages éducatives et pédagogiques dans La Gazette de la Mauricie, abordant les grands enjeux de notre société. Lisez les pages de cette série au **www.gazette.ca** dans la section « les grands enjeux».

Les formations « Mondialisation » offertes annuellement par le CS/TR sont de retour! Cette année, la série de trois formations abordera le thème des murs :

Le mur de la finance

Lundi 12 avril 2010
avec **Alain Dumas**

Crise du capitalisme et de la mondialisation.

Le mur des changements climatiques

lundi 19 avril 2010
avec **Daniel Landry**

Impact des changements climatiques sur les populations du Sud et réfugiés climatiques.

Les murs physiques

lundi 26 avril 2010
avec **Claude Lacaille**

Murs physiques, de la honte et de l'indifférence.

C'est un rendez-vous solidaire en trois temps à ne pas manquer! Pour plus d'information ou pour vous inscrire aux formations, veuillez communiquer avec Josiane Marquis, au (819) 373-2598 poste 308.

Visitez le site web de la nouvelle campagne du CS/TR

www.stopponslesdepensesmilitaires.com

Signez la pétition en ligne et découvrez les activités et les pistes d'action concrètes qui sont offertes. Dites NON à la militarisation!

Visitez le site Web du Comité de Solidarité / Trois-Rivières

Un outil important pour celles et ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale, aux campagnes en cours et aux actions citoyennes.

www.CS3R.org

Numéro de convention : 40040882